Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 19 SEPTEMBRE 1833.

Exposé des motifs accompagnant le projet de loi relatif à l'entretien des enfans trouvés.

MESSIEURS,

L'opposition de quelques administrations communales et la nécessité d'en revenir à un système plus rationnel et plus équitable pour l'entretien des enfans trouvés obligent le gouvernement à provoquer une loi qui détermine, sinon définitivement, au moins en attendant que la révision complète de la législation relative aux établissemens de bienfaisance puisse avoir lieu, un mode fixe pour le recouvrement de la dépense que ces enfans occasionnent.

Si le gouvernement a tardé jusqu'aujourd'hui à présenter un projet de loi sur cet objet important, c'est qu'il aimait à s'entourer des lumières des administrations provinciales, c'est qu'en outre il avait l'espoir d'engager les communes à continuer provisoirement de pourvoir à cette dépense que les Chambres ont déjà cherché à alléger, en portant au budget de l'État une allocation spécialement destinée à y contribuer.

Le gouvernement s'était appuyé à cet effet sur les termes mêmes de l'allocation portée au budget de 1832, ainsi conçus : « *Subsides pour l'entretien des enfans trouvés et abandonnés, sans préjudice du concours des communes et des provinces* » pour maintenir en vigueur le mode d'entretien existant, selon le vœu que ces expressions du budget semblent renfermer implicitement. Le vote récent de la Chambre des Représentans sur le budget du département de la justice pour 1833 laisse présumer que la législature a l'intention de continuer à mettre en partie à la charge de l'État les frais d'entretien des enfans trouvés.

Mais comme cette mesure ne suffit pas pour mettre un terme aux embarras financiers auxquels donne lieu l'opposition des communes les plus imposées, le gouvernement est dans la nécessité, Messieurs, de venir vous présenter un projet de loi qui, s'il obtient l'assentiment des Chambres, fera disparaître l'inconvénient que je viens de signaler, et un état de choses qui, s'il se prolongeait, pourrait compromettre dans certaines localités l'existence d'un grand nombre d'enfans exposés à la pitié publique.

Le gouvernement a cru que les expressions de la loi du budget lui traçaient la marche la plus propre à concilier tous les intérêts, toutes les opinions. Mais il a cru aussi qu'il importait d'établir une *distinction* entre les frais d'entretien des *enfans trouvés*,

nés de parens inconnus, et la dépense qui résulte de l'entretien des *enfants abandonnés* et des *orphelins indigens*, nés de père ou de mère connus.

Il y a lieu de remarquer que la définition de ces deux catégories est à la vérité mentionnée dans le décret du 19 janvier 1811, mais qu'aucune disposition de ce décret ne prévoit les conséquences qui en résultent.

Il est évident que les enfans de la seconde catégorie, c'est-à-dire, les enfans abandonnés, nés de père ou de mère connus, doivent, de même que les orphelins, être assimilés aux autres indigens à l'entretien desquels les administrations des secours à domicile doivent pourvoir, sauf aux communes à accorder des subsides à ces administrations de bienfaisance, si leurs ressources sont insuffisantes.

Ce système est conforme aux lois existantes et fondé sur le principe général qu'il importe d'intéresser les communes et les institutions qui en dépendent à surveiller les pauvres et à améliorer leur sort. Il a été constaté par l'expérience que la misère des parens est la cause principale de l'abandon des enfans. C'est donc là un mal auquel les administrations locales sont par leur essence appelées à remédier.

Quant aux frais d'entretien des enfans trouvés, nés de parens inconnus, et dont le domicile de secours ne peut par conséquent être établi, est-ce aux communes, aux provinces ou à l'État que cette charge doit incomber? Jusqu'aujourd'hui, nous croyons que c'est à bon droit qu'on réclame des communes le moyen d'y faire face. Les arrêtés royaux du 6 novembre 1822 et du 17 juin 1823, qui l'ont ainsi décidé et qui ont été exécutés sans opposition jusqu'aujourd'hui par presque toutes les administrations locales, sont évidemment basés sur le décret de 1811, tel que l'a interprété pour la Belgique la circulaire ministérielle du 15 juillet même année, où on lit ce passage :

« Dans plusieurs départemens réunis à l'empire, et notamment dans ceux de la Belgique et de la rive gauche du Rhin, la dépense des enfans trouvés était autrefois à la charge exclusive des communes, des hospices et des établissemens de charité. Ces départemens n'ont point été compris dans la répartition des quatre millions, ou n'y sont portés que pour des sommes très-inférieures aux dépenses. Il est généralement reconnu que la situation financière des communes et des hospices de ces départemens, et principalement celle des bureaux de bienfaisance, permettent de les gréver de la dépense dont il s'agit; les dotations avantageuses que leurs hospices et leurs établissemens de charité ont conservées, se sont successivement améliorées par l'effet de leur mise en possession des domaines et rentes cédés à la régie des domaines, et dont les nombreuses révélations ont été faites en leur faveur.

» Ainsi, pour ces départemens, les préfets pourront faire contribuer à la dépense des mois de nourrice et pensions, non-seulement tous les hospices indistinctement, mais même les bureaux de bienfaisance et tous autres établissemens de charité qui, antérieurement, avaient à leur charge tout ou partie de la dépense des enfans trouvés. Toutefois, ils ne perdront pas de vue que le recours à cette mesure ne doit avoir lieu qu'autant qu'il serait bien démontré que les hospices chargés de recueillir les enfans, ne peuvent, au moyen de leurs revenus et des allocations qu'il serait possible de leur accorder sur les communes, compléter les fonds nécessaires pour acquitter entièrement cette dépense. »

Mais convient-il de maintenir, de sanctionner ce régime pour l'avenir? nous ne le croyons pas. Selon nous il y a injustice à faire peser sur les communes la charge des enfans trouvés dont le domicile est inconnu et qui souvent leur sont étrangers.

Il n'en est pas de même des provinces à l'égard desquelles on peut se rapprocher beaucoup plus de ce qui est réellement.

Si il est injuste de faire payer dans chaque province par une ou deux communes seulement, toute la charge des enfans trouvés déposés ou recueillis dans ces communes, l'injustice cessera lorsque cette charge incombera à la province tout entière. Si les provinces limitrophes des pays voisins sont exposées à recevoir des enfans étrangers au royaume, il y a lieu d'observer qu'en retour il arrive sans doute fréquemment que des enfans de ces provinces sont transportés dans les hospices des pays riverains. Pour éviter que l'on ne dépose dans telle province, où il y aurait un ou plusieurs tours, des enfans provenant d'autres provinces qui manqueraient d'établissmens pour les recueillir, il y a lieu de prescrire de placer un tour à la porte de l'un des hospices désignés dans chaque province, pour recevoir les enfans trouvés. L'on aura ainsi la presque certitude que la grande majorité des enfans exposés appartiendront à la province chargée de pourvoir à leurs frais d'entretien.

Si l'on objecte que l'établissement de ces tours offrira plus de facilité à l'abandon, l'on doit considérer que cet inconvénient sera compensé par l'avantage de prévenir les infanticides et le transport des enfans d'une province dans une autre.

D'ailleurs pour prévenir l'accroissement du nombre des enfans trouvés, l'on pourra diminuer le nombre des tours dans les provinces où il y en aurait plusieurs, et se borner au nombre strictement nécessaire pour que l'abandon des enfans ne dégénère pas en crime.

Ce système aura l'avantage d'intéresser les administrations provinciales à aviser aux moyens de prévenir les fraudes introduites dans ce service, en faisant rendre aux parens souvent légitimes, les enfans abusivement inscrits au nombre des enfans trouvés.

Il résulte de l'état statistique ci-joint, relatif à l'exercice 1832, que les conséquences de la loi proposée ne seraient guère onéreuses pour la plupart des provinces, attendu que quelques-unes supportent déjà la majeure partie des frais d'entretien des enfans trouvés.

L'inégalité de cette répartition provient de ce que les arrêtés de 1822 et 1823 n'ont établi aucune règle fixe, uniforme, aucune marche certaine. Dans les provinces de Liège et de Limbourg, les hospices et les bureaux de bienfaisance ont payé la plus grande partie des frais; ces établissemens en ont exclusivement supporté la charge dans la Flandre occidentale. Les villes et communes des provinces de Liège, de Limbourg, de Namur, d'Anvers, de Brabant, de Hainaut et de Luxembourg y ont contribué pour une part plus ou moins forte.

Les villes de Bruxelles, Mons, Louvain et Namur, ont surtout été obérées. Dans la province de la Flandre orientale, les dépenses relatives aux enfans trouvés ont, au contraire, été portées *exclusivement au budget provincial*. La part contributive des provinces s'est élevée en 1832, à fr. 322,890; si l'on avait suivi le mode proposé par le projet de loi, elle se serait élevée à fr. 509,724.

Le subside à allouer sur le trésor est destiné à couvrir cette différence. Telles sont, Messieurs, les considérations que le gouvernement a cru propres à faire valoir pour justifier le projet de loi que j'ai été chargé de vous présenter. Ces explications concernent plus spécialement les dispositions des art. 1, 2, 3 et 5. Les autres articles n'en sont en quelque sorte que les corollaires, et sont en harmonie avec les principes adoptés par la loi du 13 août dernier, relativement à la dépense des dépôts de mendicité,

Il me reste à justifier la mesure proposée à l'art. 7, dans le but d'assurer le recouvrement des frais d'entretien des enfans trouvés et abandonnés jusqu'au 31 décembre 1833. Il est à remarquer que deux villes seulement se sont refusées jusqu'ici à acquitter la dépense qui leur incombe de ce chef, en vertu des dispositions existantes ; la régence de Namur a déclaré qu'elle n'y pourvoirait plus à partir du 1^{er} janvier 1833. La régence de Bruxelles n'a consenti à continuer à la supporter que jusqu'au 30 juin dernier. La dépense à liquider par la ville de Namur, pour l'exercice entier, s'élève à 68 mille francs environ. Celle qui incombe à la ville de Bruxelles pour le 2^e semestre de 1833, ne s'élève à guère moins que 75 mille francs. Si la loi nouvelle ne présentait aucun moyen de contraindre ces deux villes à liquider une forte partie de ces dépenses, force serait au gouvernement d'y pourvoir à l'aide des deux cent mille francs alloués au budget de l'État. Il devrait donc consacrer 143 mille fr. en faveur de deux localités au préjudice de toutes les autres communes du royaume qui se sont exécutées de bonne foi.

Afin d'éviter la nécessité de commettre une telle injustice, le gouvernement a cru devoir vous proposer, Messieurs, de déclarer que les frais d'entretien des enfans trouvés et abandonnés resterait à la charge des communes jusqu'à la fin de l'exercice courant. Vous prendrez en considération qu'à défaut de cette mesure le gouvernement se verrait dans l'obligation de vous proposer de majorer d'un tiers au moins le crédit de deux cent mille francs alloué au budget de l'État, pour être à même d'établir une juste répartition de cette somme.

Bruxelles 16 septembre 1833.

Le Ministre de la Justice,

LEBEAU.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD , Roi des Belges ,

A tous présens et à venir salut!

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter aux Chambres, en notre nom, le projet de loi dont la tenour suit :

ARTICLE 1^{er}.

A partir du 1^{er} janvier 1834, les frais d'entretien des enfans trouvés, nés de pères et mères inconnus, seront supportés par les provinces sur le territoire desquelles ils auront été exposés *1/2* ~~concurrentement avec les hospices qui ont des revenus spécialement affectés à cette dépense.~~

ART. 2.

Les frais d'entretien des enfans abandonnés et des orphelins indigens, nés de pères ou mères connus, seront supportés par les communes du domicile de secours, sans préjudice du concours des hospices et bureaux de bienfaisance; si le domicile de leurs parens ne peut être déterminé, ces enfans seront assimilés aux enfans trouvés, nés de parens inconnus, et ils seront entretenus aux frais de la province dans laquelle ils auront été abandonnés.

ART. 3.

Une somme annuelle sera allouée au budget de l'État pour contribuer au paiement des frais d'entretien des enfans trouvés mentionnés à l'article 1^{er}.

La répartition en sera faite par le gouvernement en proportion des dépenses effectuées pour cet objet par les provinces et les hospices destinés à recevoir ces enfans.

ART. 4.

Dans chaque province un hospice au moins sera désigné pour recevoir les enfans trouvés.

Un tour sera placé à la porte de l'hospice qui aura cette destination.

ART. 5.

Les dépenses que ce service occasionnera aux hospices mentionnés à l'article précédent, non dotés de revenus qui y soient spécialement affectés, devront leur être intégralement remboursées.

Les hospices qui possèdent des dotations spéciales, n'auront droit qu'à un remboursement proportionnel.

ART. 6.

Les autorités provinciales et communales et les conseils d'administration des hospices demeurent chargés des soins qui leur sont confiés par les lois et instructions existantes relativement au placement, à l'éducation et à la tutelle des enfans trouvés et abandonnés.

ART. 7.

Jusqu'au 31 décembre 1833, les communes seront tenues au paiement des frais d'entretien des enfans trouvés et abandonnés, mis à leur charge pendant l'exercice courant et les années antérieures, jusqu'à concurrence des sommes qu'il leur restera à payer après la répartition du subside alloué au budget de l'État.

ART. 8.

Dans les cas où les communes ou les provinces chercheraient à se soustraire à l'une ou l'autre des dispositions précédentes, il sera fait application à leur égard des mesures coercitives autorisées par la loi du 13 août 1833.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1833.

LÉOPOLD.

Par le Roi,
Le Ministre de la Justice,
LEBEAU.

EXERCICE 1832.

PROVINCES DE	NOMBRE MOYEN DES ENFANS		TOTAL des frais qu'ils occasionnent.	RÉPARTITION DE CES FRAIS ENTRE			OBSERVATIONS.
	TROUVÉS ou exposés dont les parens sont inconnus.	ABANDONNÉS et orphelins délaissés, nés de père ou de mère connus.		les hospices, bureaux de bienfaisance ou fondations.	les villes ou communes.	la province.	
Liège.	41	153	14,356	9,665	4,694	1,191	Il n'existe aucun <i>tour</i> .
Flandre orientale. .	688	219	64,479	"	"	64,479	Il existe un <i>tour</i> à Gand.
Limbourg.	11	123	12,057	10,658	1,398	"	Aucun <i>tour</i> .
Anvers	886	566	71,300	"	31,300	40,000	Un <i>tour</i> à Anvers et à Malines.
Namur.	653	9	105,157	"	86,157	19,000	Un seul hospice et <i>point de tour</i> .
Flandre occidentale. .	23	133	15,600	15,600	"	"	Il n'y existe <i>point de tour</i> .
Hainaut.	1,670	333	172,792	"	25,072	147,720	Il y a un <i>tour</i> à Mons et à Tournay.
Luxembourg	13	12	1,842	232	1,609	"	Aucun <i>tour</i> .
Brabant.	2,244	286	197,550	"	147,050	50,500	Un <i>tour</i> à Bruxelles et à Louvain.
TOTAL.	6,429	1,834	655,133	36,155	297,280	322,890	
	Coûtant 509,724	Coûtant 145,409					N. B. Il n'existe donc des <i>tours</i> que, à Gand, Anvers, Malines, Mons, Tournay, Louvain et Bruxelles Sept en tout.

655,133

(7)